

conservation des sols, etc. Ces organismes s'occupent de fournir ce genre de conseils.

Le sénateur WALL: En d'autres termes, tous se mettent à cette tâche et pour ainsi dire collaborent dans un commun effort, et il n'y a pas de loi distincte pour ce qui est du crédit agricole ou commercial? On va d'après les lois existantes?

M. BARRETT: C'est pas mal ce qui se passe. De fait, on avait prévenu l'Administration de l'habitation agricole que, dans ce cas-ci, le programme présentait un problème particulier. Cet organisme n'a pas nécessairement accordé une attention particulière au programme en question, mais il est très au courant du genre d'activité qu'entreprend toute personne en vertu du programme d'aménagement rural.

Le sénateur McDONALD (*Kings*): Monsieur le président, je suis sûr que nous apprécions tous les observations à la fois intéressantes et instructives que nous ont adressées ces messieurs. J'aimerais que M. Shields, M. Stutt et M. Barrett, nous parlent des conversations qu'ils ont eues avec les cultivateurs et autres personnes de ces comtés au sujet des avantages que la population retire de ces programmes d'aménagement rural. Je suppose que vous avez dû, messieurs, vous entretenir avec des personnes qui comptent parmi les mieux établies de ces localités. Qu'avaient-elles à dire à l'égard des avantages que comportent ces programmes?

M. SHIELDS: Monsieur le président, messieurs les sénateurs, à mon avis, il a toujours été très intéressant de se mettre au niveau du cultivateur ou de la toujours en cause et de l'entendre raconter comment les choses vont. Je pourrais parler brièvement des visites que nous avons faites dans le comté de Stevens (Washington) à des exploitants de petits domaines qui s'étaient intéressés à faire un peu de culture. Après avoir complété tous les relevés, on leur avait fait savoir qu'il serait sans doute à leur avantage de songer à changer la nature de leur entreprise. A titre d'exemple, je pourrais mentionner le cas d'un homme qui travaillait 40 heures par semaine dans une scierie et qui a réussi, avec l'aide de sa femme et de sa famille, à faire l'élevage des volailles; il gardait de 600 à 1,000 pondeuses. Durant ses heures de loisirs et en fin de semaine il pouvait entreprendre des travaux supplémentaires, ce qui lui permettait de toucher un meilleur salaire horaire et ainsi d'élever son niveau de vie.

On nous a signalé un exemple semblable dans le nord du Michigan: il était préférable qu'un agriculteur exploitant une petite ferme enherbe la partie en culture et y fasse paître un troupeau de 40 ou 50 bovins, et vende les veaux d'engraissement chaque automne. Il pouvait trouver du travail dans les fabriques de cette région.

On a expliqué à la population la situation dans laquelle elle se trouvait et on lui a offert des moyens d'en sortir. L'agent de comté a visité chaque cultivateur individuellement afin de lui expliquer ces faits, et les gens ont très bien compris.

Le sénateur McDONALD (*Kings*): Cela signifie de l'agriculture à temps partiel pour un grand nombre de ces gens?

M. SHIELDS: C'est exact.

Le sénateur HORNER: Le cultivateur moyen a accepté ce plan avec enthousiasme, n'est-ce pas?

M. SHIELDS: Oui. En prenant part aux réunions des comités et en se servant des renseignements qu'il y recueillait, il constatait qu'il lui serait peut-être avantageux de changer son entreprise, de mieux utiliser sa terre, tout en maintenant un bon niveau de vie en travaillant à des occupations autres que l'agriculture, afin d'augmenter ses revenus.